

L'Huma-Dimanche, Vendredi 18 Juin 2021

Olivier Chartrain

Dans un ouvrage qu'ils ont codirigé, la conseillère pédagogique et l'inspecteur de l'éducation nationale se saisissent du débat sur l'apprentissage de la lecture. Ils montrent que celui-ci ne se résume pas à des enjeux techniques et implique une pratique culturelle. Faute de quoi, l'école aggrave les inégalités scolaires et sociales. ENTRETIEN

Pourquoi publier ce livre aujourd'hui *Apprendre à lire, une pratique culturelle en classe* (1) ?

PAUL DEVIN L'idée de ce livre est née d'un constat partagé entre nous : celui d'une transformation des cultures professionnelles enseignantes, où la place donnée aux enjeux culturels de l'apprentissage de la lecture se réduisait. Concrètement on observait, dans les classes, une diminution des activités qui permettent aux élèves de s'approprier l'écrit, d'en faire usage quotidiennement pour entrer en relation avec les autres. L'apprentissage de la lecture ne peut pas se limiter à construire une capacité à déchiffrer. Il s'agit de donner à toutes et à tous le pouvoir d'utiliser l'écrit pour communiquer des informations ou des émotions, pour réfléchir et construire un jugement, pour connaître le monde. C'est une ambition émancipatrice qui nécessite, dès les premiers temps de l'apprentissage, que les élèves soient sollicités par des activités multiples – et pas seulement par des apprentissages techniques sur les lettres et les sons. Évidemment, la volonté de Jean-Michel Blanquer d'affirmer le primat de l'apprentissage syllabique ne pouvait que nous renforcer dans notre projet.

Qu'est-ce qui fait que les enfants semblent avoir plus ou moins de « facilité » pour apprendre à lire ?

PAUL DEVIN Il n'y a pas de « don » qui prédestinerait un élève à apprendre à lire plus facilement. Par contre, la proximité de l'environnement social et familial de l'enfant avec la culture écrite est très variable. Certains contextes préparent et accompagnent mieux que d'autres l'appropriation de l'écrit. C'est là que la responsabilité de l'école est immense : faire le choix de centrer la lecture sur les apprentissages techniques, c'est réserver son usage culturel à celles et ceux qui en bénéficient déjà dans leur vie extrascolaire. Loin des objectifs de justice sociale qu'annoncent ses partisans, ce choix est facteur d'inégalités. Si nous voulons que l'école diminue les inégalités, il ne faut surtout pas qu'elle se limite à la maîtrise technique nécessaire. Celle-ci est un outil au service d'une bien plus grande ambition : l'accès aux savoirs et à la culture commune pour toutes et tous.

Mais l'essentiel ne se joue-t-il pas en dehors de l'école, dans la famille ?

PAUL DEVIN Toutes les familles se préoccupent de la scolarité de leurs enfants, particulièrement lors de l'apprentissage de la lecture. Cette attention revêt des formes très différentes, certaines familles étant en parfaite connivence avec les pratiques scolaires, les autres s'en trouvant éloignées. Pour schématiser, dans les milieux populaires on lit aux jeunes enfants des albums aux scénarios plutôt simples, où les significations sont immédiates, et ensuite on s'attache à l'aspect technique de l'apprentissage. Dans les milieux proches de la culture scolaire, on propose aux enfants des albums qui nécessitent un rapport actif aux textes – il faut analyser, comprendre, interpréter – mais aussi un rapport à la langue, avec laquelle on peut jouer (jeux poétiques, jeux sur les sonorités...). Ces enfants se trouvent ainsi engagés très tôt dans une approche culturelle de l'écrit, productrice de sens, d'activité cognitive, d'imaginaire. Devenus élèves, ils abordent plus aisément la lecture dans toutes ses dimensions, au-delà d'un b.a.-ba dont les évaluations montrent que, s'il permet de déchiffrer, il ne permet pas de devenir lecteur. Donc, si l'école ne se donne pas pour mission de former des lecteurs plutôt que des déchiffreurs, d'acculturer tous les enfants à l'écrit, alors elle aggrave les écarts et transforme les inégalités sociales en inégalités scolaires

Vous écrivez qu'il faut permettre aux enfants d' « explorer les pouvoirs de l'écriture » : quels sont ces pouvoirs ?

CHRISTINE PASSERIEUX Entrer dans l'écrit, c'est changer son rapport au monde. C'est s'émanciper de l'expérience immédiate pour l'analyser, la comprendre, ne pas y être enfermé. C'est également s'adresser à quelqu'un qui est absent, ce qui nécessite d'organiser sa pensée, de clarifier ses intentions, de se mettre à la place de l'autre. C'est donc élargir son univers en découvrant d'autres regards, d'autres conceptions, d'autres

manières de dire et de faire. Par ailleurs, l'écrit organise les savoirs, les met en relation et permet de ne pas être soumis aux doxas du moment, d'exercer son esprit critique. Autant de possibilités indispensables dans une société démocratique pour se construire comme sujet singulier tout en s'inscrivant dans un collectif. C'est avec l'écrit que, dès le plus jeune âge, les enfants peuvent exercer une activité intellectuelle et développer leur imaginaire. D'où l'importance d'une école égalitaire, qui crée les conditions d'une rencontre active avec des écrits variés, pour que tous apprennent à organiser leurs pensées et en convoquent de nouvelles. Le constat demeure d'une inégale distance avec l'écrit selon les milieux socioculturels, et donc d'une inégalité d'accès aux pouvoirs que celui-ci confère. En cela, l'acculturation à l'écrit est un enjeu social et politique.

Les professeurs eux-mêmes ne sont-ils pas en difficulté par rapport à l'enseignement de la lecture, ce qui les rend sensibles aux prescriptions du ministère ?

PAUL DEVIN Aucun doute : apprendre à lire, c'est compliqué. C'est pourquoi vouloir remplacer une formation de haut niveau par des prescriptions méthodologiques est une erreur. Imaginer que les expériences de laboratoire seraient capables de produire une méthode infaillible est un leurre. La formation doit donner des savoirs didactiques très élaborés, qui permettent à l'enseignant de répondre aux difficultés rencontrées par les élèves en fonction de leur réalité précise, et non par l'application d'un modèle unique. Ces savoirs didactiques doivent se construire en relation avec l'ensemble des champs de la recherche et non exclusivement avec les neurosciences. Il est inadmissible que la question sociale, essentielle dans la lutte contre les inégalités, soit écartée ! La volonté de réduire les budgets de formation essaie de se justifier en proposant des outils clé en main. Il suffit d'observer le fonctionnement d'une classe pour percevoir qu'un tel choix n'aide pas aux progrès des élèves en difficulté. Si nous voulons démocratiser la réussite des élèves, il faut investir dans une formation initiale et continue qui développe les compétences professionnelles, au lieu de la centrer sur la mise en œuvre de réformes qui varient avec les alternances politiques. On constate encore une fois que seul un fort investissement dans le service public, notamment en développant la formation des enseignantes et des enseignants, serait à même de réaliser la promesse républicaine d'égalité.

Court-on le risque d'un renforcement des inégalités scolaires ?

CHRISTINE PASSERIEUX Soixante ans après que Lucien Sève a démonté l'idéologie des dons, celle-ci resurgit avec un nouvel habillage : talents, goûts, intérêts... seraient naturels, et non le fruit de l'histoire culturelle et sociale. Ministre et médias dominants le martèlent, avec le soutien actif de certains scientifiques. Cette vieille antienne de plus en plus invalidée par la recherche trouve preneurs dans l'opinion, car elle semble d'évidence : qui ne connaît pas la « bosse des maths » ? Naturaliser les différences devient un jeu d'enfant : les élèves (et leurs familles) sont responsables de leurs échecs ou réussites scolaires, puisque quantité de dispositifs d'aide ont été mis en place sans grands résultats. Le tour est joué, il ne reste plus qu'à faire accepter aux classes populaires qu'elles ne peuvent accéder à ce qui doit rester réservé à une « élite ». Et on aggrave alors la ségrégation sociale. On peut prendre pour exemple les « fondamentaux », ce RSA culturel qui renonce à s'attaquer aux difficultés et réduit les attentes, avec une approche utilitaire des apprentissages. Mais en faisant cela, l'école publique n'en est plus une, car elle s'occupe à minima de ceux qui ont le plus besoin d'elle. La naturalisation de différences socialement et culturellement construites ne peut qu'amplifier les inégalités scolaires.

Pourquoi ce sujet génère-t-il toujours un débat passionné, bien au-delà des cercles de spécialistes ?

CHRISTINE PASSERIEUX Parce que c'est une question démocratique fondamentale, qui engage la société tout entière. La question posée est celle-ci : la culture écrite doit-elle être réservée à une élite, héritière ou autoproclamée, ou doit-elle être défendue comme un bien commun ? Ne doit-on offrir aux enfants des classes populaires qu'un ersatz de culture, sous prétexte qu'ils ne seraient pas aussi capables que les autres ? La condition d'un véritable service public d'éducation, c'est que le pouvoir que confère la culture ne soit pas confisqué par les mêmes, c'est que ceux qui sont exclus de l'accès aux savoirs gagnent les droits et la dignité que leur refuse le néolibéralisme. Les discours du ministre sont éclairants : ses choix ne sont pas des choix scientifiques mais des choix idéologiques qui renforcent les lieux communs sur l'apprentissage de la lecture tout en prétendant lutter contre les inégalités. Communication invasive, désinformation, manipulations sont autant d'outils pour éviter que l'accès de tous à la culture mette en danger un système liberticide et ségrégatif. D'où la nécessité que tous s'emparent de cette question, afin que chacun affirme sa place dans la société, une place d'acteur plutôt que de récepteur passif.

Alors, l'éternelle opposition méthode syllabique/méthode globale : légende ou traduction d'un affrontement idéologique ?

PAUL DEVIN D'abord, les pratiques enseignantes ne se sont jamais présentées sous cette forme binaire ! Cette vision est une construction idéologique produite par ceux qui veulent justifier un retour au syllabique. L'explication des inégalités de maîtrise de l'écrit par l'insuffisance du travail sur le code est irrecevable. Si nous faisons la synthèse de l'ensemble des recherches – et pas seulement de celles des neurosciences –, nous revenons toujours à la nécessité de développer conjointement l'ensemble des enjeux : relations entre lettres et sons, compréhension et appropriation culturelle des usages de l'écrit. On tente de nous faire croire que le problème pourrait se résoudre par un choix de méthode, mais il s'agit bien d'un affrontement idéologique. Sous des discours de justice sociale, les évolutions libérales du système scolaire ne cessent de produire davantage d'inégalités. La question centrale reste celle d'une politique scolaire qui continue à refuser un investissement massif dans le service public d'éducation. Les conséquences en sont visibles, tant sur le plan de la dégradation des conditions de travail des enseignants que sur celui de la réduction de leur formation. Si nous voulons faire le choix de l'égalité, il faut se donner les moyens d'y parvenir réellement, quand le discours libéral se contente de la proclamer comme un idéal sans chercher à l'atteindre.

(1) *Apprendre à lire. Une pratique culturelle en classe, sous la direction de Paul Devin et Christine Passerieux, l'Atelier, 140 pages, 16 euros.*

Des acteurs de l'éducation

Ancienne enseignante, conseillère pédagogique et membre du groupe d'experts pour le projet de programmes de maternelle 2015, Christine Passerieux est membre du Groupe français d'éducation nouvelle (Gfen). Elle est actuellement rédactrice en chef de la revue *Carnets rouges*. Devenu inspecteur de l'éducation nationale après avoir été enseignant et conseiller pédagogique, Paul Devin est secrétaire général du Syndicat national des personnels d'inspection (SNPI-FSU) et président de l'institut de recherches de la FSU.